

La ministre israélienne Tzipi Livni jeudi à Paris, Sarkozy lundi au Proche-Orient

PARIS (AFP) - Le président français reçoit ce jeudi à Paris la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, candidate du parti centriste Kadima au poste de Premier ministre.



Nicolas Sarkozy et Tzipi Livni le 4 juillet 2007 à l'Élysée à Paris (© AFP/Archives - Patrick Kovarik)

La France cède jeudi la présidence de l'Union européenne à la République tchèque en plein conflit au Proche-Orient, mais Nicolas Sarkozy, qui entend profiter de la dynamique des six derniers mois pour continuer à peser à l'international, se rendra dès lundi dans la région.

Il a annoncé mercredi soir qu'il se rendrait lundi et mardi au Proche-Orient pour "chercher les chemins de la paix". Cette tournée éclair le conduira successivement lundi en Egypte, puis en Cisjordanie et en Israël, et mardi en Syrie puis au Liban.

Elle se fera en "parfaite coordination" avec la nouvelle présidence tchèque de l'UE, a pris soin de souligner l'Élysée, annonçant que M. Sarkozy avait téléphoné mercredi au Premier ministre tchèque Mirek Topolánek pour lui souhaiter une "pleine réussite" et lui faire part du "total soutien de la France".

Mardi soir, le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner avait présidé une réunion d'urgence à Paris des ministres de l'UE sur le conflit à Gaza, qui s'est achevée par un appel à un "cessez-le-feu immédiat et permanent" en vue de permettre une "action humanitaire immédiate". Israël a rejeté mercredi

toute idée de trêve. Il s'agissait de la dernière initiative marquante d'une présidence européenne jalonnée par les crises --Géorgie, débâcle financière, récession mondiale, Proche-Orient-- au cours desquelles le volontarisme et l'activisme de Nicolas Sarkozy ont souvent été salués.

Le président français a su tirer parti des instruments fournis par l'Union européenne et de sa puissance économique. Il a bénéficié aussi de la perte d'influence d'une présidence Bush finissante aux Etats-Unis et de la longue transition avant la prise de fonction de Barack Obama le 20 janvier.

"J'ai essayé de bouger l'Europe mais l'Europe m'a changé. Lorsqu'on a la chance pendant six mois de connaître et d'avoir à trancher des problèmes de 27 pays, on gagne en tolérance, on gagne en ouverture d'esprit", avait-il déclaré à la mi-décembre devant le Parlement européen à Strasbourg.

Les dirigeants français ont manifestement pris goût à cette charge et cèdent à regret les leviers que confère la représentation de près de 500 millions d'habitants.

Le Proche-Orient est, pour l'Europe, un sujet difficile. L'Union européenne y a fait la plupart du temps de la figuration sur le plan politique, cantonnée par les Etats-Unis et Israël à un rôle de bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne.

Pour y jouer un rôle, la France va chercher à prolonger la dynamique des six derniers mois, confie-t-on à Paris. "On va jouer les cartes qui sont celles de la France. A titre national, elle dispose de ses propres relais et de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU", indique un diplomate.

L'UE a décidé mardi à Paris qu'une délégation ministérielle européenne "se rendrait très prochainement dans la région". Mercredi, un responsable européen en poste en Israël a indiqué qu'elle serait conduite par Karel Schwarzenberg, le ministre des Affaires étrangères tchèque, accompagné de son homologue suédois Carl Bildt et du commissaire aux relations extérieures de l'UE Benita Ferrero-Waldner.

Selon l'Élysée, cette délégation sera lundi en Cisjordanie pour rencontrer avec M. Sarkozy le président palestinien Mahmoud Abbas.